

Au tribunal pour avoir enlevé leur fille et sœur

Une mère de 61 ans et quatre de ses enfants, âgés de 31 à 41 ans, comparaitront, mercredi et jeudi, au tribunal correctionnel, à Nantes. En mai 2021, ils avaient voulu mettre fin à l'émancipation de la victime.

« Tout ce que j'ai toujours voulu, c'était qu'ils acceptent mon mode de vie qui est, je le sais, différent du leur, et que nous vivions heureux ensemble. » Ces mots, extraits d'un courrier transmis au juge le 3 juin 2021, traduisent un mal-être et le tiraillement d'une jeune femme, qui s'est retrouvée à dénoncer des membres de sa famille, à devoir s'éloigner d'eux, couper les ponts. Une rupture douloureuse.

C'était il y a deux ans et demi. Le 19 mai 2021, vers 17 h, dans le quartier Nantes Nord, l'étudiante de 19 ans s'apprête à rejoindre son petit ami, chez lui, où elle s'est réfugiée depuis quelques jours, lorsque deux voitures déboulent à hauteur du parking de la résidence universitaire. Elle est « contrainte » de monter dans l'une d'elles, le véhicule de l'un de ses frères, avant d'être ramenée au domicile familial, rue des Magnoliers, à Saint-Herblain. Un témoin donne l'alerte.

Le soir même, des policiers sonnent chez les parents de la disparue. Visiblement apeurée, elle leur « demande protection ». Sept jours plus tard, au terme de leur garde à vue, sa mère, ses deux frères et ses deux sœurs sont mis en examen pour arrestation, enlèvement, séquestration ou détention arbitraire et pour violences aggravées en réunion et avec préméditation, suivie de six jours d'incapacité temporaire totale.

« Une concertation familiale »

Motivé par des craintes vis-à-vis de la plaignante, le juge des libertés et de la détention, saisi par le juge d'instruction nantais, décide d'écrouer la mère et ses quatre enfants mis en cause. Conseillère clientèle dans une société d'assurance, employée dans une banque, conducteurs de bus et tramway... Tous sont insérés et ne



Une jeune femme française d'origine tunisienne avait fui la maison pour s'éloigner d'une famille trop intrusive, en mai 2021.

[PHOTO : PHOTO ILLUSTRATION / ARCHIVES OUEST-FRANCE]

comptent aucune condamnation sur leur casier judiciaire. Ils passeront quatre mois derrière les barreaux.

Elle « aspirait à faire ses propres choix »

L'instruction conclut à « une concertation familiale », exception faite du père, âgé. Les membres de cette famille française d'origine tunisienne se sont évertués à retrouver l'étudiante, en tentant de la géolocaliser par différents moyens de « pressions, menaces ». Jus'qu'à s'introduire au sein de son lycée, qui s'était organisé pour protéger la jeune femme et lui permettre de boucler sa scolarité sereinement.

La jeune femme, qui « aspirait à faire ses propres choix », a fui de la maison, la nuit du 5 mai, semble-t-il après que sa mère a découvert sa pilule contraceptive. Ses proches voulaient l'empêcher de vivre son histoire d'amour ? L'obliger à suivre les règles d'un mode de vie familial décrit comme clanique, voire traditionnel ? Sa mère voulait-elle la marier de force à un Tunisien « afin de la remettre dans le droit chemin » ?

Délivrée en juin, l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel (ORTC) laisse apparaître une incompréhension des cinq personnes mises en examen face « à l'ampleur qu'a pris la procédure ». Selon eux,

ils ne voulaient que la protéger. À leurs yeux, leur fille et petite sœur « choyée » avait changé à son retour d'un stage dans une entreprise, aux Pays-Bas. Elle, avait vécu cette expérience comme un moment de liberté.

Défendus chacun par un avocat, la mère âgée de 61 ans, ses deux fils de 31 et 32 ans et ses deux filles de 32 et 41 ans comparaitront, mercredi 6 et jeudi 7 décembre, devant la 6^e chambre correctionnelle du tribunal judiciaire de Nantes. Aux termes de l'ORTC, aucun avocat n'était prévu pour porter la voix de la victime.

Nathalie HAMON.

Mère de famille décédée : ce que l'on sait

Une femme de 39 ans est décédée dans un choc frontal, jeudi, à Legé. Au lendemain de l'accident, son fils demeurait traumatisé.

Les pompiers et les gendarmes se sont transportés, jeudi, peu après 17 h 15, sur une scène particulièrement difficile. Un accident violent, dans lequel une femme de 39 ans, résidant dans la commune de Legé, a perdu la vie.

Deuxième accident mortel en un an

Le choc s'est produit à Legé, sur la route départementale 753, à la frontière entre les départements de la Loire-Atlantique et de la Vendée. Cette portion de 7 km entre les communes de Legé et Rocheservière (Vendée) « n'est pas très large », mais pourtant « très fréquentée », explique Thierry Grassineau, maire de Legé. Il s'agit de l'axe privilégié pour relie Cholet à Saint-Jean-de-Monts. Les accidents sont assez fréquents sur cette route. Il y a moins d'un an, c'est un homme de 35 ans qui a perdu la vie dans un choc avec un poids lourd, à 500 mètres de là.

Vers 17 h 15, jeudi, la voiture conduite par la jeune femme de 39 ans roulait en direction de Rocheservière. Elle s'est soudainement déportée sur la gauche au niveau du lieu-dit La

Chaussée. Elle a percuté frontalement une autre voiture qui arrivait en face, en direction de Legé.

Le choc a été fatal pour la trentenaire, qui transportait son fils, âgé de 13 ans, dans son véhicule. Les pompiers et un médecin du Smur ont pris en charge l'adolescent et l'ont hébergé au centre hospitalier de Nantes. Si son état de santé physique semblait rassurant, au lendemain de l'accident, il demeure traumatisé.

La conductrice de 22 ans, qui a vu la voiture se déporter et arriver sur elle, était coincée à l'intérieur à l'arrivée des secours. Elle a dû être désincarcérée par les pompiers. Gravement blessée, victime notamment de fractures du nez et de la cheville, elle a été transportée à l'hôpital. Elle rentrait de son travail au moment de l'accident.

Il revient désormais aux gendarmes de comprendre pourquoi le véhicule de la victime s'est déporté. Une autopsie a été réalisée, hier, avec les habituelles analyses toxicologiques. Les résultats n'étaient pas connus en fin de journée.

Thibaud GRASLAND.

Ma région virtuose : plus de 40 rendez-vous

En écho à la Folle journée nantaise, le festival, renommé, se déclinera dans le département, du vendredi 26 au dimanche 28 janvier.



L'ensemble The Curious Bards se produira à Saint-Nazaire samedi 27 janvier 2024, dans le cadre du festival Ma région virtuose.

[PHOTO : MA RÉGION VIRTUOSE]

Ma région virtuose prend désormais la place de La Folle journée, déclinée dans la région Pays de la Loire, cette année. En Loire-Atlantique, la nouvelle moulture du festival de musique classique se déroule parallèlement aux concerts qui se tiennent à Nantes (du 31 janvier au 4 février 2024). « Une nouvelle identité, une nouvelle dynamique » pour « toucher tous les publics, là où ils sont », s'enthousiasme Isabelle Leroy, vice-présidente du conseil régional en charge de la culture.

De la musique dans les lycées, les trains, un camion

En tout, 41 concerts et conférences sont programmés du vendredi 26 au dimanche 28 janvier, à Ancenis, Châteaubriant, Saint-Nazaire, Savenay et La Baule.

Musiciens internationaux et artistes locaux se partageront le devant de la scène. Comme l'ensemble Cello8 et ses huit violoncellistes qui joueront, notamment, la *Symphonie du nouveau monde* de Dvorák (dimanche 28 janvier, à 19 h au théâtre Quartier Libre, Ancenis). Comme l'orchestre de musiciens pro et amateurs Nantes Philharmonie, lors d'un concert pour un public familial (dimanche 28 janvier, à 15 h, au Théâtre de verre, Châteaubriant). Ou encore

l'ensemble The Curious Bards, qui chantera avec sa musique inspirée du folklore celtic (samedi 27 janvier, à 14 h, au Théâtre Simone-Veil, Saint-Nazaire).

D'autres temps forts du festival se tiennent hors des salles de concerts. À l'instar des master class présentées dans les lycées Saint-Joseph d'Ance- nis et Miquet-Lenoir de Châteaubriant, par des musiciens « presque du même âge que les lycéens, pour susciter la curiosité et pourquoi pas des vocations », espère René Martin, le directeur artistique du festival.

Les passagers des lignes TER Aïop auront peut-être le plaisir de tomber sur un des concerts surprise, mercredi 24 et jeudi 25 janvier.

Enfin, à bord d'un camion, une scène itinérante sera déployée pour accueillir le trio de musique baroque Ensemble Masques. Ces concerts gratuits se tiendront à Paimboeuf, Chalmes-en-Retz, Sainte-Lumine-de-Coutais et Châteaubriant, jeudi 18 et vendredi 19 janvier.

Béatrice CHOT-PLASSOT.

Pratique : programme complet sur www.paysdelaloire.fr et billetterie auprès des théâtres de Verre (Châteaubriant), Quartier Libre (Ancenis) et Simone-Veil (Saint-Nazaire).

Le bâtiment va bien en dépit des vents mouvants

Ils sont optimistes, mais vigilants, les chefs d'entreprises artisanales. Car si le prix des matériaux ne flambe plus, la réglementation sans cesse mouvante fait le lit des incertitudes.

Témoignages

Leur principal problème ? Ça n'est plus le recrutement. Ou la flambée du prix des matériaux, qui a pris jusqu'à 300 % pendant la crise sanitaire. Et qui s'est stabilisée depuis, voire même a baissé pour le bois, par exemple. « Ce qui nous inquiète vraiment, c'est la complexité administrative », lâche, dans un cri du cœur, Delphine Brison-Hamard. La jeune femme est responsable administrative de l'entreprise qu'elle a créée avec son mari Julien Hamard, artisan carreleur mosaïste à La Chapelle-sur-Erdre.

« Cet aspect de notre travail, personne n'en parlait avant, analyse Jean-Marc Pernot, le président de la Capeb (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment) de Loire-Atlantique. « Du fait de ma Prime renov, mais aussi des certifications ou des qualifications comme le RGE, devenues incontournables (1), la réglementation devient très lourde. On manque surtout d'une politique pérenne, qui offre une visibilité, au moins à moyen terme ! »

57 % d'inquiets

Et le président de la Capeb d'expliquer comment les politiques publiques sans cesse changeantes, pas toujours claires, sèment le trouble dans ce secteur, qui œuvre principalement pour les travaux de rénovation. Ainsi en est-il des chaudières à gaz. En juin, le gouvernement avait émis l'idée de les interdire, avant de rétrograder. « Depuis, certains clients pensent qu'ils n'ont pas le choix, qu'ils doivent s'en débarrasser pour installer des Pompes à chaleur (Pac). Mais ces Pac, ça n'est pas la panacée, non plus ! »

En janvier, les conditions d'attribution de ma Prime renov changent. « C'est une révolution qui se prépare, et pourtant, on n'a toujours pas les infos. »



Jean-Baptiste Dupuis-Valette est artisan-plombier chauffagiste à Saint-Julien-de-Concelles. [PHOTO : OUEST-FRANCE]

pèsent sur le moral des artisans de Loire-Atlantique. Au point que 57 % des volontaires sondés lors de l'enquête annuelle et territoriale de la Capeb se disent inquiets pour l'avenir. Un pourcentage qui tranche avec des chiffres plutôt bons par ailleurs. Car les trésoreries se sont un peu améliorées, et les chiffres d'affaires se sont stabilisés après les trois « années folles » post-covid, relève l'organisme. Une période durant laquelle les artisans étaient très sollicités. Effet du confinement ? Les habitants de Loire-Atlantique voulaient améliorer leur intérieur, et vite. « À présent, les gens réfléchissent plus longtemps, deux à trois mois environ, avant de signer leurs devis », indique Julien Hamard.

« Nous sommes à nouveau amenés à bien justifier les coûts, et à faire de la relance. Depuis le Covid, on en avait perdu l'habitude », complète Jean-Baptiste Dupuis-Valette, plombier-chauffagiste à Saint-Julien-de-Concelles.

Pour l'instant, il bosse tout seul dans son entreprise créée il y a sept ans. Envisage-t-il d'embaucher ? Pourquoi pas, mais pas sûr. D'autant que le bâtiment souffre aussi de problèmes de recrutement.

En 2023, dit l'étude, le BTP a moins



Julien Hamard, artisan carreleur mosaïste et sa femme Delphine Brison-Hamard, responsable administrative de l'entreprise basée à La Chapelle-sur-Erdre. [PHOTO : OUEST-FRANCE]

recruté, et il anticipe de le faire moins encore en 2024. « Les chefs d'entreprise adaptent leur activité à la pénurie de main-d'œuvre », décrypte Jean-Marc Pernot. Ils font moins de chantiers, faute de personnel. « Pourtant, assure le président de la Capeb, dans le secteur, les salaires sont « majoritairement au-dessus de la grille. 60 % des entreprises ont augmenté les salaires en 2023. Et la prime de partage de la valeur a été versée par une entreprise sur deux l'an dernier ».

Les carnets de commandes offrent une visibilité à plus court terme, entre

trois et six mois, contre neuf à douze mois précédemment. La baisse du pouvoir d'achat n'y est pas pour tout. Signal positif : les artisans affichent une volonté d'investir en nette hausse, de + 41 %, en 2023.

Agnès CLERMONT.

(1) Ma Prime renov est une aide de l'État à destination des propriétaires qui réalisent des travaux de rénovation énergétique. Le label RGE (Reconnu garant de l'environnement) est délivré aux professionnels qui effectuent des travaux de qualité.

Démission

Jean-Claude Possoz a annoncé, hier, qu'il démissionnait de sa fonction de maire d'Abbaretz, dans le nord du département, pour des raisons de santé. Il confie, dans un communiqué, que « depuis [s]on passage au CHU de Nantes fin janvier 2021, les conséquences d'un Covid long laissent des traces de fatigue permanente qui rendent difficile l'exercice d'une fonction exigeante au quotidien ». Il avait été élu en 2020 pour un troisième mandat à la tête de cette commune de un peu plus de 2000 habitants.

La Loire-Atlantique en bref

Palestine : deux rassemblements ce samedi

L'intersyndicale constituée de FO, FSU, CGT et Solidaires appelle à de nouveaux rassemblements, aujourd'hui, pour la paix à Gaza et en Cisjordanie. L'un à Nantes, à 15 h, devant la Préfecture ; l'autre à Saint-Nazaire, à 15 h 30, place des Droits-de-l'homme. Depuis début novembre en particulier, en Loire-Atlantique, plusieurs manifestations ont déjà eu lieu.

Alors que la guerre a repris vendredi 1^{er} décembre, après un fragile cessez-le-feu, ces syndicats demandent « la fin de la barbarie ». Ils militent

pour un cessez-le-feu permanent et disent leur solidarité avec les travailleurs palestiniens et israéliens. « Répondre à l'horrible massacre de civils israéliens par la Hamas par un massacre encore plus grand de populations palestiniennes ne peut qu'entraîner une spirale infernale », écrivent-ils.

« Ils réclament la libération des otages (israéliens) à Gaza », et aussi celle « de l'ensemble des détenus arbitraires (palestiniens) en Israël ».

Les artisans du bâtiment dans le brouillard

ÉCONOMIE. Après trois années « folles », les artisans du bâtiment retrouvent leur rythme d'activité d'avant la crise du Covid. Mais ils naviguent un peu à vue. Le point avec le président de la Capeb 44, Jean-Marc Pernot.

PresseOcéan : comment se porte l'artisanat du bâtiment en Loire-Atlantique en cette fin 2023 ?

Jean-Marc Pernot : « Globalement, plutôt bien. Les chiffres d'affaires sont stables, les trésoreries s'améliorent et, après l'envolée qu'on a connue à la sortie du Covid, les prix des matériaux commencent enfin à baisser. »

Quid des carnets de commandes ?

« Ils ont tendance à se raccourcir. On est sur trois à six mois en moyenne, contre neuf à douze mois ces trois dernières années. On retrouve le niveau d'avant le Covid et ce n'est pas plus mal, même si on perd un peu en visibilité. »

Cela veut dire qu'il y a moins de clients ?

« Non. L'activité reste soutenue, les clients sont toujours là, mais ils prennent plus de temps avant de signer un devis. Et il faut parfois les relancer, ce que les artisans ne faisaient plus depuis quel-



Couvreur à Pornichet, Jean-Marc Pernot est président de la Capeb 44

Photo PO-XB

que temps. »

Les recrutements sont toujours aussi compliqués ?

« Ce n'est plus notre sujet de préoccupation numéro un. On l'a vu cette année : il y a eu moins d'embauches et le nombre de postes vacants a baissé de 8 % dans la région. Devant les difficultés, beau-

coup de chefs d'entreprise renoncent à recruter et préfèrent adapter leurs carnets de commandes à leurs effectifs. »

Tous les feux sont au vert, donc ?

« Pas vraiment. L'enquête réalisée par la Capeb dans les Pays de la Loire montre qu'ils

sont plus nombreux à vouloir investir, et donc qu'ils ont plutôt foi en l'avenir. Mais elle révèle aussi que 57 % des artisans sont inquiets à plus ou moins court terme. »

Pour quelles raisons ?

« C'est d'abord lié au contexte économique très incertain, avec la crise du logement, l'inflation, la baisse du pouvoir d'achat des ménages... mais aussi au manque de visibilité sur les aides de l'État qui changent sans arrêt et auxquelles les clients finissent par ne plus rien comprendre. Ce qui ne facilite pas leur prise de décision. »

Vous réclamez plus de clarté ?

« Oui, nous avons besoin de politiques publiques claires. Ce qui n'est pas le cas : concernant MaPrimeRenov, par exemple, on ne sait toujours pas ce qui va changer en janvier 2024. Aujourd'hui, cette complexité administrative est devenue le souci numéro un de beaucoup d'artisans. »

La crise du logement vous

inquiète ?

« Pour l'instant, elle touche surtout la construction neuve. Et comme beaucoup d'artisans, surtout dans la rénovation, ils sont moins impactés. On le voit à travers les défaillances d'entreprises. Mais si cette crise se prolonge, elle pourrait finir par nous atteindre aussi. »

S'il fallait résumer l'état d'esprit des artisans du bâtiment ?

« Je dirais confiance, puisque la demande est là, mais vigilance pour les mois qui viennent. Globalement, les artisans travaillent beaucoup, ils sont plutôt heureux, mais ils naviguent un peu dans le brouillard. »

Propos recueillis par
Xavier Boussion

REPÈRES

La Capeb 44 regroupe un peu plus de 2 000 entreprises artisanales et près de 2 400 chefs d'entreprise employant près de 8 000 salariés en Loire-Atlantique.

« Tout suicide est un échec pour la société »

POLITIQUE. Alors que la décision sur la fin de vie d'Emmanuel Macron est attendue, l'association Alliance Vita s'est mobilisée samedi 2 décembre à Nantes. Le sens de son happening : dénoncer le suicide assisté.

Quelques badauds sillonnant le centre-ville de Nantes, samedi 2 décembre 2023 en fin de matinée, affichent un regard étonné. Entre les temples de la consommation que sont Zara, H & M et Armand Thierry, une petite trentaine de personnes forme un arc de cercle inattendu en ce lieu. Leur particularité, outre d'être vêtues de couleurs sombres, est d'avoir recouvert leur visage d'un masque représentant *Le Cri*, la célèbre peinture d'Edvard Munch.

« Il existe d'autres moyens d'aider »

Alliance Vita, association qui, dicit son délégué départemental Christophe Martin, « protège et défend la vie humaine », organise un hap-



Alliance Vita a scénographié un « cri de protestation » contre le suicide assisté, samedi dans le centre de Nantes.

Photo PO-Cyril Raineau

pening. Nantes est l'une des cinquante villes de France où cette forme de manifestation est orchestrée pour dénoncer

un éventuel recours au suicide assisté. Le gouvernement, à la demande du président, devrait s'emparer ces pro-

chaines semaines de la question de la fin de vie. Emmanuel Macron n'ayant pas encore tranché sur ce sujet délicat, le

projet de loi a été repoussé *sine die*. Du haut-parleur sort une voix volontairement monocorde qui rappelle pourquoi *Le Cri* est retenu pour exprimer le message d'Alliance Vita. « C'est un cri au secours, car il faut toujours secourir, apaiser, consoler ; un cri de colère poussé par ceux qui sont endeuillés par le suicide d'un proche... » Au tour de Christophe Martin de s'emparer d'un micro : « Tout suicide est un douloureux échec pour notre société. Il existe d'autres moyens d'aider : traitement anti-douleur, écoute, soins palliatifs... » Quelques badauds s'arrêtent pour tendre l'oreille. D'autres poursuivent leur chemin sans détourner le regard. Le haut-parleur lui, reprend sa tirade sur le pourquoi du cri.

Cyril Raineau



Accueil > Économie > Entreprises



Réservé aux abonnés

Loire-Atlantique : les artisans du bâtiment essorés par la complexité administrative

Ils sont optimistes, mais vigilants, les chefs d'entreprises artisanales. Car si le prix des matériaux ne flambe plus, la réglementation sans cesse mouvante fait le lit des incertitudes. Et la crise du recrutement affecte aussi le secteur.

Ouest-France
Agnès CLERMONT.
Modifié le 01/12/2023 à 10h23
Publié le 30/11/2023 à 08h25

Journal numérique

Offrir l'article

LIRE PLUS TARD

PARTAGER

Newsletter
Entreprises

Du lundi au vendredi,
l'actualité des entreprises
vue par Ouest-France et
API

accueil@cap OK



Jean-Marc Pernot, président de la Capeb de Loire-Atlantique. | OUEST-FRANCE

Leur principal problème ? Ça n'est plus le recrutement. Ou la flambée du prix des matériaux, qui a pris jusqu'à 300 % pendant la crise sanitaire. Et qui s'est stabilisée depuis, voire même a baissé pour le bois, par exemple. « **Ce qui nous inquiète vraiment, c'est la complexité administrative** », lâche, dans un cri du cœur, Delphine Brison-Hamard. La jeune femme est responsable administrative de l'entreprise qu'elle a créée avec son mari Julien Hamard, artisan carreleur mosaïste à La Chapelle-sur-Erdre.

Ma Prime renov

« **Cet aspect de notre travail, personne n'en parlait avant**, analyse Jean-Marc Pernot, le président de la Capeb (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment) de Loire-Atlantique. « **Du fait de ma Prime renov, mais aussi des certifications ou des qualifications comme le RGE, devenues incontournables (1), la réglementation devient très lourde. On manque surtout d'une politique pérenne, qui offre une visibilité, au moins à moyen terme !** »

Révolution

Et le président de la Capeb d'expliquer comment les politiques publiques sans cesse changeantes, pas toujours claires, sèment le trouble dans ce secteur, qui œuvre principalement pour les travaux de rénovation. Ainsi en est-il des chaudières à gaz. En juin, le gouvernement avait émis l'idée de les interdire, avant de rétropédaler. « **Depuis, certains clients pensent qu'ils n'ont pas le choix, qu'ils doivent s'en débarrasser pour installer des Pompes à chaleur (Pac). Mais ces Pac, ça n'est pas la panacée, non plus !** »



Jean-Baptiste Dupuis-Valette, artisan plombier chauffagiste à Saint-Julien-de-Concelles. | OUEST-FRANCE

En janvier, les conditions d'attribution de ma Prime renov changent. « **C'est une révolution qui se prépare, et pourtant, on n'a toujours pas les infos.** »

57 % d'inquiets

D'autres facteurs d'incertitude pèsent sur le moral des artisans de Loire-Atlantique. Au point que 57 % des volontaires sondés lors de l'enquête annuelle et territoriale de la Capeb se disent inquiets pour l'avenir. Un pourcentage qui tranche avec des chiffres plutôt bons par ailleurs. Car les trésoreries se sont un peu améliorées, et les chiffres d'affaires se sont stabilisés après les trois « **années folles** » post-covid, relève l'organisme. Une période durant laquelle les artisans étaient très sollicités. Effet du confinement ? Les habitants de Loire-Atlantique voulaient améliorer leur intérieur, et vite. « **À présent, les gens réfléchissent plus longtemps, deux à trois mois environ, avant de signer leurs devis** », indique Julien Hamard.

« **Nous sommes à nouveau amenés à bien justifier les coûts, et à faire de la relance. Depuis le Covid, on en avait perdu l'habitude** », complète Jean-Baptiste Dupuis-Valette, plombier-chauffagiste à Saint-Julien-de-Concelles.

« Superman »

Et la crise de l'immobilier, qui ralentit les chantiers ? Pour l'instant, c'est le marché du neuf qu'elle touche de plein fouet. Elle n'affecte pas les membres de la Capeb, acteurs de la rénovation. « **Moi, la moitié de mon activité, c'est du dépannage** », ajoute Jean-Baptiste Dupuis-Valette dans un sourire. Et il adore : « **Le dépannage, ça vous donne tout de suite un petit côté Superman. Je suis un artisan fatigué mais heureux !** »

Pour l'instant, il bosse tout seul dans son entreprise créée il y a sept ans. Envisage-t-il d'embaucher ? Pourquoi pas, mais pas sûr. D'autant que le bâtiment souffre aussi de [problèmes de recrutement](#).

En 2023, dit l'étude, le BTP a moins recruté, et il anticipe de le faire moins encore en 2024. « **Les chefs d'entreprise adaptent leur activité à la pénurie de main-d'œuvre**, décrypte Jean-Marc Pernot. **Ils font moins de chantiers, faute de personnel.** » Pourtant, assure le président de la Capeb, dans le secteur, les salaires sont « **majoritairement au-dessus de la grille. 60 % des entreprises ont augmenté les salaires en 2023. Et la prime de partage de la valeur a été versée par une entreprise sur deux l'an dernier** ».

Faut-il retarder l'interdiction de louer les « passoires thermiques » ?

Débattez !

Les carnets de commandes offrent une visibilité à plus court terme, entre trois et six mois, contre neuf à douze mois précédemment. La baisse du pouvoir d'achat n'y est pas pour rien. Signal positif : les artisans affichent une volonté d'investir en nette hausse, à + 41 %, en 2023.

⁽¹⁾ Ma Prime renov est une aide de l'État à destination des propriétaires qui réalisent des travaux de rénovation énergétique. Le label RGE (Reconnu garant de l'environnement) est délivré aux professionnels qui effectuent des travaux de qualité.

LOIRE-ATLANTIQUE

LES ARTISANS DU BÂTIMENT NAVIGUENT À VUE

La Capeb' de Loire-Atlantique vient de dévoiler les résultats de l'enquête de conjoncture annuelle qu'elle mène auprès de ses entreprises adhérentes. Si les chiffres vont plutôt vers la **stabilisation** de l'activité des **artisans du bâtiment**, ces derniers restent à **57 % inquiets** pour l'avenir, compte tenu de l'**incertitude** du contexte économique. Une situation paradoxale qui invite le secteur à la **vigilance**.

Par Nicolas **LE PORT**



De gauche à droite : Julien et Delphine Hamard, Jean-Marc Pernot (président de la Capeb), Jean-Baptiste Dupuis-Valette et Andrea Lemasson (secrétaire générale de la Capeb).

« Notre enquête de conjoncture reflète un vrai paradoxe cette année entre les chiffres qui en ressortent et le ressenti que l'on a du moral de nos artisans », pose d'emblée Andrea Lemasson, secrétaire générale de la Capeb de Loire-Atlantique. Jean-Marc Pernot, le président du syndicat qui entend porter la voix des artisans du bâtiment, entre ensuite dans le détail : « Après des années post-Covid compliquées, on assiste à une certaine stabilisation de la situation, avec des données qui sont plutôt positives, comme le ralentissement de la crise des matériaux. Sur ce point, on assiste à un retour à des niveaux d'augmentation normaux et non des hausses de 100, 200 voire 300 % comme c'était le cas après la crise sanitaire. On constate même de légères baisses sur le bois ou le métal, les matériaux dont les prix avaient le plus explosé. »

Pour ce qui est du chiffre d'affaires des entreprises adhérentes, « il est plutôt

stable et on constate une légère amélioration de leurs trésoreries », poursuit Jean-Marc Pernot.

Côté main-d'œuvre, la Capeb constate « une sorte de rééquilibrage qui se fait entre l'offre et la demande. Les effectifs sont stables, il y a moins d'embauches dans l'année et de recrutements envisagés ». Le nombre de postes vacants est ainsi en baisse de 8 points par rapport à 2022. « Cela nous donne l'impression que les entreprises adaptent leur carnet de commandes à leur force de travail », analyse Jean-Marc Pernot. Au chapitre rémunération, 60 % des entreprises interrogées ont augmenté les salaires de leurs collaborateurs ; la moyenne des hausses constatées étant de 8 %. Dernier indicateur rassurant : près de 41 % des chefs d'entreprises interrogés ont la volonté d'investir, contre 23 % il y a trois ans.

Carnet de commandes : 3 à 6 mois de visibilité

« Dans ce contexte d'optimisme relatif, certains points de vigilance demeurent », nuance le président de la Capeb. À commencer par les carnets de commandes, qui se sont un peu raccourcis : « Sur les trois dernières années, nous étions entre 9 et 12 mois de visibilité. Là, on est revenus sur 3 à 6 mois, la même chose qu'avant Covid. »

Deuxième point de vigilance mentionné par Jean-Marc Pernot : « Le contexte économique qui est plein de doutes : la crise du logement, le pouvoir d'achat des ménages qui est en baisse... Travaillant essentiellement sur la rénovation, nos artisans constatent sur le terrain non seulement une baisse des commandes des ménages, mais aussi que ces derniers prennent de plus en plus de temps à accepter les devis de nos artisans. »

En parallèle, plusieurs annonces gouvernementales ont été faites, plongeant un peu plus les artisans dans le flou : « C'est le cas de l'annonce de la fin des chaudières à gaz en juillet dernier, avant le rétro-pédalage du gouvernement... Même constat pour MaPrimeRénov' qui subventionne les rénovations énergétiques : c'est une usine à gaz. Les professionnels comme les particuliers n'y comprennent rien ! Le dispositif manque de lisibilité globale et il en est de même pour la réforme des permis de construire. Tout cela génère beaucoup d'inquiétude chez nos artisans et cela se traduit dans notre enquête par 57 % des dirigeants interrogés qui sont inquiets quand les autres sont sereins. Dans ce contexte, les artisans restent dans le brouillard et n'ont pas d'autre choix que de naviguer à court terme. Et ils sont globalement plus épuisés que d'habitude. » ●

¹ La Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment est la première organisation patronale de France. Sa mission : porter la voix des TPE et PME du bâtiment auprès des décideurs sur le territoire. La Capeb de Loire-Atlantique revendique 2 014 entreprises adhérentes, soit 10 000 emplois environ.



Jean-Baptiste
Dupuis-Valette

« Je suis
serein tout
en restant
vigilant »

Plombier-chauffagiste à la tête de D-Therm à Saint-Julien-de-Concelles, Jean-Baptiste Dupuis-Valette confirme l'analyse de la Capeb : « Mon ressenti global va dans le sens des conclusions de l'enquête de conjoncture car je suis plutôt serein dans mon activité, tout en restant très vigilant. Globalement, les carnets de commande sont corrects. L'activité dépannage, qui représente 50 % de mon CA, est stable. Sur la partie rénovation en revanche, les prises de décisions côté clients sont beaucoup plus longues. On sent qu'ils ont besoin de plus de réflexion. On est d'ailleurs parfois obligés de justifier les coûts et de faire de la relance commerciale, chose qu'on avait perdu l'habitude de faire depuis la crise sanitaire. Enfin, mes projets d'investissement ne sont pas remis en cause, mais plutôt temporisés en attendant de voir un petit peu ce qui va se passer au premier semestre 2024. Dernier constat : on revient également à des délais de réalisation de chantier bien plus raisonnables qu'après la crise sanitaire. »



VIDEO. Comment se porte le secteur du BTP ?

TN Télec Nantes
Télec Nantes

Abonnez-vous

LIRE PLUS TARD

PARTAGER

Facebook

X

Flipboard

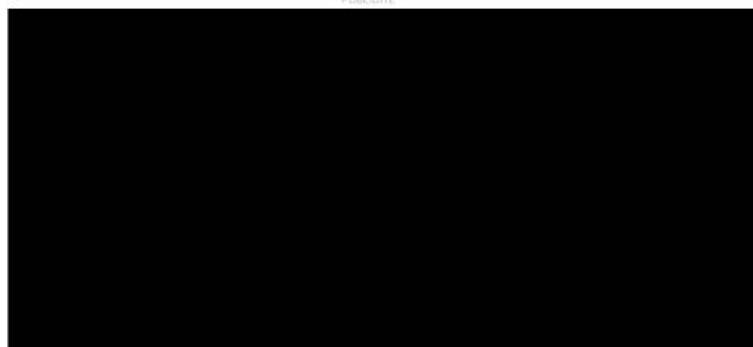
LinkedIn

Newsletter La
Matinale

Chaque matin, l'actualité du
jour sélectionnée par
Ouest-France

Votre e-mail OK

PUBLICITE



Dans notre grand entretien aujourd'hui, on parle du secteur du bâtiment : vous avez sûrement déjà fait appel à des artisans pour réaliser des travaux. Mais comment se porte le BTP en Loire-Atlantique ? Pour en parler, Jean-Marc Pernot, le président de la CAPEB en Loire-Atlantique, la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment et Jean-Baptiste Dupuis-Valette, artisan plombier chauffagiste.

Nantes

Plus de vidéos de Nantes >

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/nantes-44000/video-comment-se-porte-le-secteur-du-btp-00d90b55-f017-396f-8ed1-4f2f14116080>